

Du rififi dans le Golfe

Du jamais vu dans l'histoire du **Conseil de Coopération du Golfe** (CCG), dont la création remonte à 1981. Le 5 mars, l'**Arabie Saoudite**, les **Emirats Arabes Unis** et **Bahrein** ont annoncé le rappel de leurs ambassadeurs au **Qatar** et, ce, de façon coordonnée. Les motifs avancés sont que ces trois Etats ont tout fait, mais sans succès, pour convaincre le Qatar de s'entendre avec eux pour garantir la non-ingérence dans les affaires internes de chacun des pays membres et ne pas soutenir des actions de nature à menacer la sécurité et la stabilité des autres membres du CCG - y compris sur le plan médiatique, référence transparente à *Al Jazirah*. En dépit de l'engagement pris en novembre dernier par l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, de respecter ces principes, Doha n'a pas tenu ses promesses, ont estimé ces trois pays.

La réponse du Qatar a été de "*regretter*" et de "*s'étonner*" d'une telle décision qui n'a aucun lien avec les intérêts des peuples du Golfe, leur sécurité et leur stabilité mais qui concerne "*des divergences sur des questions hors des pays du CCG*", une allusion à l'**Egypte**. L'indépendance du Qatar et de ses politiques est non négociable, a-t-on ajouté à Doha. Grand seigneur, l'émirat a ajouté qu'il n'entendait pas rappeler ses ambassadeurs en poste dans les trois pays concernés.

On relève que les deux autres Etats membres du CCG n'ont pas pris officiellement parti dans cette crise extrêmement grave. Pourtant très proche de l'Arabie Saoudite, le **Koweït** est resté discret, probablement parce qu'il assure la présidence du CCG actuellement, et devrait essayer de recoller les morceaux comme il l'avait déjà tenté par le passé en jouant le rôle de médiateur entre Riyad et Doha. Le sultanat d'**Oman** est resté fidèle à sa ligne qui consiste à conserver une position indépendante de celle de ses voisins. Le Qatar n'est donc pas totalement isolé au sein de l'organisation même si cette situation est sans précédent.

Pour les milieux économiques et pétroliers, la grande question est de savoir si cette crise politique pourrait déboucher sur de sérieuses conséquences en termes pratiques. Pour l'instant, l'Arabie Saoudite, les EAU et Bahrein privilégient des mesures diplomatiques, politiques, symboliques et médiatiques et aucune sanction ou pression économique à l'encontre du Qatar n'a été annoncée. Ces trois Etats n'ont pas non plus indiqué qu'ils envisageaient ce type de sanctions. Si les choses devaient en rester là, l'impact économique et énergétique serait donc très faible même si l'on ne peut pas exclure que certains projets phares soient retardés ou reportés pour marquer le coup en quelque sorte.

Dans un autre scénario, qui n'est pas le plus probable actuellement, des mesures économiques punitives pourraient être adoptées contre le Qatar. Cependant, il ne faut pas oublier que les économies des pays arabes du Golfe, y compris celle du Qatar, sont très tournées vers l'extérieur de la région du fait du poids du pétrole et du gaz naturel qui sont commercialisés pour l'essentiel sur les grands marchés mondiaux que sont l'Asie, l'Europe et le continent américain. Il est donc tout à fait improbable que le Qatar soit fortement touché par des sanctions décidées à un niveau régional, ce qui laisse penser qu'il n'y en aura pas, ou pas durablement, du fait de cette inefficacité anticipée.

Tout ceci ne doit pas laisser penser que la crise actuelle ne fera pas de "victimes". La principale d'entre elles sera la poursuite des efforts d'intégration politique et économique au sein d'un CCG plus que jamais divisé. Ce n'est pas nouveau, certes, mais, pour les pays arabes de la région, pour l'**Iran** et pour le reste du monde, ce n'est pas non plus sans importance.

Francis Perrin